

## MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

Office de contrôle des mutualités  
et des unions nationales de mutualités

## Vacances d'emploi. — Appel aux candidats

Le Conseil de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités a décidé, en date du 21 août 1991, de déclarer vacants les emplois suivants :

- 1 emploi d'administrateur général chargé de la gestion journalière de l'Office de contrôle;
- 1 emploi d'inspecteur général chargé de la direction du service comptable, financier et actuariel;
- 1 emploi d'inspecteur général chargé de la direction du service juridique;
- 1 emploi d'inspecteur général chargé de la direction du service des affaires générales et du personnel;
- 1 emploi de premier conseiller documentaliste chargé des tâches relatives à la documentation et à l'information.

Pour pouvoir postuler ces emplois, les candidats doivent être de nationalité belge et jouir des droits civils et politiques.

Les candidatures à ces fonctions doivent être adressées, dans les vingt jours de la présente publication, à Monsieur le Président du Conseil de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, rue de la Loi 66, 1040 Bruxelles.

L'acte de candidature doit être envoyé par lettre recommandée et précisera la fonction sollicitée; un *curriculum vitae* détaillé, ainsi qu'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs y seront joints.

## MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Controledienst voor de ziekenfondsen  
en de landsbonden van ziekenfondsen

## Vakante betrekkingen. — Oproep tot de kandidaten

De Raad van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen heeft beslist op 21 augustus 1991, volgende ambten vakant te verklaren :

- 1 ambt van administrateur-generaal belast met het dagelijks beheer van de Controledienst;
- 1 ambt van inspecteur-generaal belast met de leiding van de boekhoudkundige, financiële en actuariële dienst;
- 1 ambt van inspecteur-generaal belast met de leiding van de juridische dienst;
- 1 ambt van inspecteur-generaal belast met de leiding van de dienst van de algemene zaken en het personeel;
- 1 ambt van eerste adviseur documentalist belast met de documentatie- en informatietaken.

Om zich voor deze betrekkingen kandidaat te stellen, moeten de gegadigden de Belgische nationaliteit bezitten en de burgerlijke en politieke rechten genieten.

De sollicitaties voor die ambten moeten worden toegezonden binnen de twintig dagen na het verschijnen van deze mededeling aan de heer Voorzitter van de Raad van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, Wetstraat 66, 1040 Brussel.

De sollicitatiebrief moet onder aangetekende omslag worden verzonden en het gesolliciteerd ambt bepalen; een gedetailleerd *curriculum vitae* en een getuigschrift van goed zedelijk gedrag zullen er bijgevoegd worden.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE18 JUIN 1991. — Circulaire relative  
au rapport-type national de prévention incendie

A Messieurs les Gouverneurs de Province,  
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Pour information :  
à Messieurs les Chefs de service des services d'incendie,  
Monsieur le Gouverneur;

J'ai décidé de faire établir un rapport type national de prévention incendie en vue de souligner la connexité entre la prévention et l'intervention. Cette relation étroite entre la prévention et l'intervention favorise l'efficacité de la lutte contre l'incendie ainsi que la sécurité de travail de l'équipe intervenante. Cette connexité découle de la législation actuelle et constitue d'ailleurs la raison pour laquelle le service d'incendie et non un organisme agréé est compétent pour la prévention d'incendie.

Avec cette circulaire, les services d'incendie disposeront d'un modèle suffisamment souple pour être appliqué dans les différentes situations. Pour les services d'incendie volontaires surtout, ce modèle constituera une référence importante dans les multiples cas où la réglementation est incomplète ou disparate.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAAR AMBT18 JUNI 1991. — Circulaire met betrekking  
tot het nationaal type brandpreventieverslag

Aan de Heren Provinciegouverneurs,  
Aan de dames en heren Burgemeesters,

Ter informatie :  
Aan de Heren Bevelhebbers van de brandweer,  
Mijnheer de Gouverneur,

Ik heb beslist een nationaal type brandpreventieverslag te doen opstellen ten einde het verband tussen de brandpreventie en de interventie te benadrukken. Dit verband bevordert een efficiënte brandbestrijding alsook de arbeidsveiligheid van de tussenkomende ploeg. Het volgt uit de huidige wetgeving en is trouwens de reden waarom de brandweer en bv. niet een erkend organisme de brandvoorkoming doet.

Tevens wordt aan de brandweerdiensten een model gegeven dat voldoende soepel is om in alle situaties te worden toegepast. Voor de vrijwillige brandweerdiensten vooral zal dit zeker een belangrijke referentie zijn in de vele gevallen waar de reglementering onvolledig of dispaaraat is.

L'établissement de mesures relatives à la prévention des incendies et la distribution des secours nécessaires pour l'extinction du feu relèvent de la compétence des communes (art. 135, § 2, 5<sup>e</sup> nouvelle loi communale).

Le Bourgmestre est expressément chargé de l'exécution des lois et des décrets et des règlements et ordonnances de police (art. 133, al. 2, nouvelle loi communale).

La loi du 31 décembre 1963 relative à la Protection Civile prévoit en son article 9 que le Roi détermine les principes généraux de l'organisation des services communaux d'incendie.

L'article 22 de l'arrêté royal du 8 novembre 1967, relatif à l'organisation des services d'incendie stipule que tout service d'incendie est tenu de procéder, aussi bien dans sa propre commune que dans une autre commune du groupe dont il assume la protection, au contrôle de l'application des mesures prescrites par les lois et règlements relatifs à la prévention des incendies.

Ce contrôle a lieu dans les cas prévus par les lois et règlements, et chaque fois que le bourgmestre le demande.

Dans la pratique, les services d'incendie sont principalement consultés dans le cadre des autorisations de bâtir, des examens de *commodo et de incommodo*, des visites de contrôle en vue de l'obtention d'attestations et pour fournir des avis aux différentes autorités.

En 1989, ceci signifiait concrètement pour l'ensemble des services d'incendie du Royaume :

- 11853 dossiers concernant des autorisations de bâtir;
- 5202 dossiers concernant des enquêtes de *commodo et de incommodo*;
- 21173 visites de contrôle;
- 6012 avis aux différentes autorités concernant notamment des maisons de repos, hôpitaux, écoles et hôtels.

Il ressort de la définition de la prévention des incendies telle qu'elle est établie par les règlements et les normes techniques que celle-ci comprend les mesures nécessaires pour alerter les services de secours, pour faciliter le sauvetage de personnes et la protection de biens en cas d'incendie.

Ainsi, la loi du 30 juillet 1979, relative à la prévention des incendies et des explosions stipule que la prévention des incendies comprend « l'ensemble des mesures de sécurité destinées d'une part, à éviter la naissance d'un incendie, à détecter tout début d'incendie et à empêcher l'extension de celui-ci, d'autre part, à alerter les services de secours et à faciliter tant le sauvetage des personnes que la protection des biens en cas d'incendie ».

Autrement dit, l'observation des mesures de prévention des incendies facilite l'intervention des pompiers en cas de sinistre. La tâche du service d'incendie en cas d'incendie consiste notamment à sauver les personnes et à protéger les biens. Le service d'incendie est dès lors nécessairement confronté lors d'un sinistre avec le respect des mesures préconisées et avec la pertinence de l'avis rendu au moment de la visite de prévention.

Dans le rapport type, l'accent est mis non seulement sur les éléments qui sont prépondérants pour la prévention de l'incendie mais surtout sur ceux qui doivent faciliter l'intervention opérationnelle en cas d'un incendie.

Le rapport de prévention contient ainsi l'information nécessaire pour un plan préalable d'intervention (cfr. art. 15 de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 sur l'organisation des services d'incendie, ainsi que ma circulaire du 11 juillet 1990 relative aux plans d'urgence et d'intervention, point 2.3 — *Moniteur belge* du 5 septembre 1990).

Par souci d'efficacité optimale lors de leurs interventions, ainsi que dans l'intérêt de leur propre sécurité, les services d'incendie doivent tenir compte de l'information contenue dans le rapport de prévention.

Les autres utilisateurs du rapport de prévention sont évidemment l'autorité administrative et le propriétaire ou l'exploitant. Le rapport indique clairement les points qui doivent être améliorés. L'autorité administrative reçoit un avis proposant le type d'intervention administrative souhaitable.

L'information contenue dans ce rapport se doit d'obéir à quelques règles simples de bonne administration. Les plus importantes sont les suivantes :

1. être adaptée à l'utilisateur ou, en d'autres termes, être pertinente;
2. être comparable dans le temps : cohérente;
3. être objective;
4. satisfaire au principe de prudence.

Het nemen van passende maatregelen om brand te voorkomen en het verstrekken van de nodige hulp om brand te doen ophouden behoren tot de algemene bevoegdheid van de gemeenten (art. 135, § 2, 5<sup>e</sup>, nieuwe gemeentewet).

De Burgemeester is in het bijzonder belast met de uitvoering van de politiewetten, de politiedecreten, de politieordonnanties, de politieverordeningen en de politiebepalingen (art. 133, al. 2, nieuwe gemeentewet).

De wet van 31 december 1963 op de Civiele Bescherming voorziet in artikel 9, dat de Koning de algemene organisatieregelen van de gemeentelijke brandweerdiensten bepaalt.

Het artikel 22 van het koninklijk besluit van 8 november 1967, op de organisatie van de brandweerdiensten bepaalt dat de brandweerdienst zowel in zijn eigen gemeente als in de andere gemeenten van de gewestelijke groep die zij beschermt, controle uitoefent op de toepassing van de maatregelen voorgeschreven bij de wetten en verordeningen inzake brandvoorkoming.

Die controle heeft plaats in de bij de wetten en verordeningen bepaalde gevallen en telkens als de burgemeester erom verzoekt.

In de praktijk wordt de brandweerdienst voornamelijk geraadpleegd in het kader van bouwaanvragen, onderzoeken *de commodo et de incommodo*, controlebezoeken met het oog op het afleveren van attesten en voor het verschaffen van adviezen aan allerhande overheden.

In 1989 betekende dit concreet, voor alle brandweerdiensten van het Rijk te samen :

- 11853 dossiers met betrekking tot bouwaanvragen;
- 5202 dossiers met betrekking tot onderzoeken *de commodo et de incommodo*;
- 21173 controlebezoeken;
- 6012 adviezen aan allerhande overheden, o.a. inzake rusthuizen, ziekenhuizen, schoolgebouwen en hotels.

De reglementen en de technische normen omvatten in hun definitie van de brandvoorkoming de nodige maatregelen om de hulpdiensten te alarmeren, alsook de redding van personen en de bescherming van goederen in geval van brand te vergemakkelijken.

Zo definieert de wet van 30 juli 1979, betreffende de preventie van brand en ontploffing, de brandpreventie als « het geheel van veiligheidsmaatregelen, die tot doel hebben, enerzijds, het ontstaan van brand te voorkomen, elk begin van brand op te sporen en de uitbreiding ervan te verhinderen, anderzijds de hulpdiensten te alarmeren en zowel de redding van personen als de bescherming van de goederen in geval van brand te vergemakkelijken ».

De naleving van de brandpreventiemaatregelen vergemakkelijkt m.a.w. het brandweeroptreden in geval van brand. De opdracht van de brandweer bij brand bestaat immers precies in het redden van personen en beschermen van goederen. De brandbestrijding konfronteert de brandweer met de naleving, alsook met de doeltreffendheid van het uitgebracht advies.

De elementen die bij het brandpreventieonderzoek belangrijk zijn om het ontstaan en de uitbreiding van brand te voorkomen, maar vooral deze die in geval van brand het operationeel optreden moeten vergemakkelijken, zijn benadrukt in het hiernavolgend modelverslag.

Het preventieverslag bevat aldus de noodzakelijke informatie voor een eventueel voorafgaand interventieplan (cfr. art. 15 van het koninklijk besluit van 8 november 1967 op de organisatie van de brandweerdiensten, alsook mijn rondschriften d.d. 11 juli 1990 in verband met rampenplannen voor hulpverlening, punt 2.3. — *Belgisch Staatsblad* d.d. 5 september 1990).

De bezorgdheid voor een zo efficiënt mogelijk optreden, alsook voor de eigen veiligheid, noopt de brandweer ertoe, naast de controle, ook de nodige aandacht te hebben voor het effectief gebruik van de informatie vervat in het preventieverslag.

Andere gebruikers van het preventieverslag zijn natuurlijk de administratieve overheden en de eigenaar of de uitbater. Het verslag stelt duidelijk aan welke punten moet gewerkt worden. De administratieve overheid krijgt een advies met het wenselijk geacht bestuurlijk optreden.

Naast de relevantie of het afgestemd zijn op de gebruiker, moet de informatieoverdracht die geschiedt door het brandpreventieverslag voldoen aan de volgende algemene regels van behoorlijk bestuur :

1. vergelijkbaar zijn in de tijd of consistent;
2. externe vergelijking toelaten;
3. objectief zijn;
4. voldoen aan het voorzichtigheidsprincipe.

La cohérence dans le temps du rapport de prévention doit être assurée surtout pour les constructions exécutées par phases ou pour lesquelles ont été impliqués plusieurs techniciens en prévention d'un même service.

Les avis donnés sur un dossier de construction, lors de l'exécution, au moment de la réception et lors de visites de contrôle ultérieures éventuelles doivent être cohérents; la même exigence joue lorsque les avis sont formulés par des spécialistes différents;

C'est ici qu'apparaissent la nécessité de réunions de coordination au cours desquelles sont élaborées des interprétations uniformes, la nécessité d'un minimum de données standard, ainsi que la nécessité de contrôle par le chef de corps.

La possibilité de comparaison externe des rapports vise les critères qui entrent en considération au moment de donner un avis. Afin d'offrir une garantie légale à celui qui doit exécuter les mesures préconisées, et dans un souci de bonne gestion, les avis doivent s'appuyer, chaque fois que possible, sur des règles admises et connues en la matière tout en prenant en considération la hiérarchie entre ces règles. Une telle procédure de travail contribuera à la rédaction de rapports cohérents.

L'objectivité suppose exactitude et intégralité. Ce qui signifie qu'il faut tenir compte de toutes les réglementations applicables d'une part, et de l'environnement d'autre part.

A titre d'exemple, un avis relatif à une demande d'exploitation, donné dans le cadre du titre I du R.G.P.T., doit tenir compte de l'environnement dans lequel se trouve l'installation.

Le principe de prudence peut se résumer comme suit :

« le rapport doit être clair et ne doit permettre aucune équivoque à l'égard d'un lecteur de bonne foi ».

Le rapport type de prévention qui suit a pour but de répondre à ces différents critères.

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. Tobback.

#### ANNEXE

#### Rapport-type national de prévention incendie

##### A. Schema

###### 1. Introduction :

- donneur d'ordre, date, numéro du dossier;
- adresse de l'installation;
- nature;
- destination;
- formulation de la mission;
- date de la visite;
- références de la personne contactée;
- réglementation d'application;
- identification des plans;
- transmis à.

###### 2. Caractéristiques extérieures :

- conception et construction des bâtiments;
- implantation et voies d'accès;
- approvisionnement en eau d'extinction;
- hauteur;
- surface au sol.

###### 3. Risque d'incendie :

- les paramètres déterminant le risque d'incendie;
- le chef de sécurité;
- les locaux spéciaux et certaines installations techniques.

###### 4. Détection, annonce, alerte, alarme.

###### 5. Protection contre l'incendie :

- stabilité;
- compartimentage et évacuation de fumée;
- finition intérieure;
- risques spéciaux.

De consistentie of de vergelijkbaarheid in de tijd van het preventieverslag komt vooral aan bod bij objecten die in fasen worden uitgevoerd of waarbij verschillende preventieambtenaren van dezelfde dienst worden betrokken.

De adviezen verschaft op een bouwdoos, bij de uitvoering, de oplevering en eventuele latere controlebezoeken van eenzelfde object moeten consistent zijn, ook al zijn deze door verschillende personen uitgevoerd.

Hier blijkt het nut van stafvergaderingen waar uniforme interpretaties worden uitgewerkt, het nut van minimum standaardinformatie en het nut van toezicht door de leidende officier.

De externe vergelijkbaarheid van de verslagen betreft de criteria die gehanteerd worden bij het geven van adviezen. Het is een element van behoorlijk bestuur en rechtszekerheid voor diegene die de maatregelen moet uitvoeren dat de adviezen zoveel mogelijk steunen op ter zake erkende en gekende regels met inachtnaam van de hiërarchie onder die regels. Dergelijke werkwijze zal eveneens de consistentie bevorderen.

De objectiviteit betekent naast waarheidsgetrouwheid ook volledigheid. Dit is enerzijds rekening houden met alle toepasselijke reglementeringen en anderzijds rekening houden met de omgeving van het object.

Zo is het duidelijk dat b.v. een advies naar aanleiding van een exploitatieaanvraag in het kader van Titel I van het ARAB, eventueel meebepaald wordt door de omgeving waarin de ingedeelde inrichting zich bevindt.

Het voorzichtigheidsprincipe wil ik als volgt samenvatten :

« het verslag moet voor een lezer ter goeder trouw ondubbelzinnig en duidelijk zijn ».

Met het type brandpreventieverslag dat hierna volgt wordt beoogd aan deze verschillende criteria te voldoen.

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. Tobback.

#### BIJLAGE

#### Nationaal type verslag inzake brandvoorkoming

##### A. Schema

###### 1. Inleiding :

- opdrachtgever, datum, dossiernummer;
- adres object;
- aard;
- bestemming;
- omschrijving opdracht;
- datum plaatsbezoek;
- referenties contactpersoon;
- toepasselijke reglementering;
- identificatie van de plannen;
- overgemaakt aan.

###### 2. Uitwendige kenmerken :

- opvatting en constructie van de gebouwen;
- inplanting en toegangswegen;
- waterbevoorrading;
- hoogte;
- grondoppervlakte.

###### 3. Brandrisico's :

- parameters met betrekking tot het brandrisico;
- de dienstchef voor veiligheid;
- bijzondere lokalen en ruimten, en sommige technische installaties.

###### 4. Detectie, melding, waarschuwing, alarm.

###### 5. Bescherming tegen brand :

- stabiliteit;
- compartimentering en rookventilatie;
- binnenafwerking;
- bijzondere risico's.

## 6. Evacuation :

- occupation maximale;
- issues et chemins d'évacuation : (nombre, dimensions, état et implantation);
- organisation de l'évacuation : signalisation, éclairage de sécurité, instructions, exercices d'évacuation;
- risques spéciaux;

## 7. Lutte contre l'incendie :

- moyens intérieurs de lutte contre l'incendie;
- équipe privée de lutte contre l'incendie;
- signalisation;
- difficultés potentielles lors de la lutte contre l'incendie.

## 8. Equipements des bâtiments :

- ascenseurs et monte-charge;
- paternosters, transporteurs à conteneurs et monte-charge à chargement et déchargement automatiques;
- escaliers mécaniques;
- ascenseurs hydrauliques;
- installations électriques de force motrice, d'éclairage et signalisation;
- détection, annonce, alerte, alarme et extinction des incendies;
- etc.

## 9. Entretien, contrôle et occupation :

- entretien et contrôle des éléments mentionnés sous les rubriques 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8;
- prescriptions d'occupation.

## 10. Conclusions :

- avis global;
- délais d'exécution;
- généralités.

## B. Commentaires :

Le schéma reprend les éléments à prendre en compte lors d'une enquête de prévention incendie : l'introduction, les caractéristiques extérieures, le risque d'incendie, la détection, l'annonce, l'alerte et l'alarme, la protection contre l'incendie, l'évacuation, la lutte contre l'incendie, les équipements des bâtiments, l'entretien, le contrôle et l'occupation, la conclusion.

Ces mêmes éléments, les cas échéant dans un ordre différent, sont repris dans tout règlement ou norme technique de prévention incendie régissant une installation donnée. Les risques spéciaux éventuels accompagnés de mesures appropriées en matière de protection contre l'incendie et d'évacuation font en principe partie du règlement ou de la norme.

Un texte technique complet fournira dès lors également un schéma complet au rapport, pour autant qu'on y ajoute, l'introduction (rubrique 1) et les conclusions (rubrique 10).

## I. Introduction

1. Références du donneur d'ordre, ses qualités, date de la mission et numéro du dossier.
2. Adresse de l'installation.
3. Nature de complexe auquel appartient éventuellement l'installation : p. ex. hôtel, université, building.
4. Destination de l'installation : p.ex. restaurant, laboratoire, appartements.
5. Formulation de la mission : p.ex. enquête de prévention incendie dans le cadre d'un règlement communal; autorisation d'exploitation RGPT — Titre I, urbanisation-permis de bâtir.
6. Date de la visite éventuelle sur place ou de la discussion avec relevé des personnes présentes.
7. Références de la personne à contacter : p.ex. chef du service de sécurité.
8. Réglementation d'application : p.ex. règlement de police communal; RGPT — Titre I, II, III; NBN S 21-202 bâtiments élevés et moyens.

Lorsqu'il n'existe ni prescriptions, ni normes belges, mention peut être en faite et il peut être fait usage de normes étrangères.

9. L'identification des plans, éventuellement remis au service d'incendie.

10. Référence des autorités auxquelles le rapport a été communiqué.

## 6. Evacuatie :

- maximumbezetting;
- uitgangen en evacuatiewegen, (aantal, afmetingen, toestand en inplanting);
- organisatie van de evacuatie : signalatie, veiligheidsverlichting, onderrichtingen, oefeningen;
- bijzondere risico's.

## 7. Brandbestrijding :

- inwendige brandbestrijdingsmiddelen;
- private brandbestrijdingsploeg;
- signalisatie;
- te verwachten moeilijkheden bij brandbestrijding.

## 8. Uitrusting van de gebouwen :

- liften en goederenliften;
- paternosterlift, containertransport en goederenlift met laad- en losautomatisme;
- roltrappen;
- hydraulische liften;
- elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie;
- detectie, melding, waarschuwing, alarm en blussen;
- etc.

## 9. Onderhoud, controle en bezetting :

- onderhoud en controle van de elementen vermeld onder 2, 3, 4, 5, 6, 7 en 8;
- bezettingsvoorschriften.

## 10. Besluit :

- globaal;
- uitvoeringstermijn;
- algemeen.

## B. Kommentaar :

Het schema geeft de elementen die bij het onderzoek moeten in aanmerking genomen worden : de inleiding, de uitwendige kenmerken, de brandrisico's, de detectie, melding, waarschuwing en alarm, de bescherming tegen brand, de evacuatie, de brandbestrijding, de uitrusting van het gebouw, de onderhouds-, controle- en bezettingsvoorschriften, en het besluit.

Wanneer het object door een volledige reglementering of technische norm wordt behandeld, zullen dezelfde elementen eventueel in andere volgorde, aan bod komen. De bijzondere risico's en de bijkomende maatregelen met betrekking tot de bescherming tegen brand en de evacuatie worden dan in het reglement of technische norm in detail behandeld.

Het brandpreventieverslag kan in dergelijk geval de tekst van de norm of reglement volgen, aangevuld met de inleiding (rubriek 1) en het besluit (rubriek 10).

## I. Inleiding

1. Referentie en hoedanigheid van de opdrachtgever alsook de datum van de opdracht en het dossiernummer.
2. Adres van het object.
3. Aard van het complex waartoe het object eventueel behoort : b.v. hotel, universiteit, building.
4. Bestemming van het object : b.v. restaurant, laboratorium, appartementen.
5. Omschrijving van de opdracht : b.v. brandpreventieonderzoek in het kader van een gemeentelijk reglement, exploitatievergunning ARAB — Titel I, Urbanisatiebouwtoelating.
6. Datum van eventueel plaatsbezoek of van de behandeling, alsook aanwezige personen.
7. Referenties van de kontaktpersoon : bv. de veiligheidschef.
8. Toepasselijke reglementering : bv. politiereglement van de gemeente; ARAB — Titel I, II, III; NBN S 21-202 hoge en middelhoge gebouwen.

Zo er geen wettelijke voorschriften noch belgische normen zijn kan men dit vermelden en gebruik maken van buitenlandse normen.

9. In geval van onderzoeken op plan is een duidelijke identifikatie van de plannen waarop de brandweer adviseerde, noodzakelijk.

10. Vermelding van alle instanties waaraan het verslag werd overgemaakt.

## II. Caractéristiques extérieures

Il y a lieu de rassembler dans cette rubrique tous les éléments observables de l'extérieur de la construction. Le cas échéant, ces éléments peuvent être intégrés dans le plan d'intervention (art. 15, al. 2, de l'arrêté royal du 8 novembre 1967).

1. Conception et construction des bâtiments.
2. Implantation et voies d'accès.

Les véhicules d'incendie doivent pouvoir accéder directement à la construction sinistrée tant pour assurer une évacuation éventuelle que pour lutter contre le feu.

Citons, à titre d'exemple, la norme NBN S 21-202 bâtiments élevés et moyens dans laquelle sont formulées les exigences suivantes en matières d'accessibilité.

- L'immeuble doit être accessible au moins par une des longues façades donnant accès à tous les étages.
- La distance entre le bord du chemin d'accès et le plan de la façade est comprise entre 4 m et 10 m. En d'autres mots, on doit, sans inconvénient, pouvoir utiliser le diagramme de travail ( $F_n = 1\ 800\text{ kg}$ ) d'une échelle EA1 20,25 ou 36 (Cfr. NBN S 21-035).

Les prescriptions relatives à la limite de charge du revêtement routier sont forcément à prendre en considération.

L'implantation et les voies d'accès à l'immeuble, transcrites sur format A4 peuvent être intégrées au plan d'intervention.

### 3. Approvisionnement en eau.

Les prescriptions minimales relatives à l'approvisionnement en eau d'extinction se trouvent dans les documents suivants :

- circulaire ministérielle du 14 octobre 1975 approvisionnement en eau d'extinction des incendies (*Moniteur belge* du 31 janvier 1975);
- circulaire ministérielle du 6 mars 1978 approvisionnement en eau d'extinction des incendies (*Moniteur belge* du 28 avril 1978) et la circulaire ministérielle du 9 mars 1982 relative au même sujet;
- arrêté royal du 12 mars 1974 — maisons de repos pour personnes âgées (*Moniteur belge* du 23 mai 1974);
- immeubles élevés et moyens (NBN S 21-202);
- arrêté royal du 6 novembre 1979 sur les hôpitaux (*Moniteur belge* du 11 janvier 1980).
- NBN 548 (1960) Matériel de lutte contre l'incendie — lance à jet plein — Cette norme permet une évaluation de la quantité d'eau en fonction des lances;
- NBN 490 (1957) : débit et équivalence des ajutages.

### 4. Hauteur.

#### 5. Surface au sol.

Cette donnée doit être d'importance majeure en ce qui concerne l'accessibilité d'un foyer. Cette notion est le plus souvent utilisée comme critère pour la répartition en compartiments.

## III. Risque d'incendie.

### 1. La paramètres du risque d'incendie.

Le risque d'incendie est déterminé par la probabilité d'éclosion d'un incendie, la charge d'incendie (le pouvoir destructeur), la possibilité d'extension du feu et l'existence de risques spéciaux comme des produits toxiques, des éléments radioactifs, des explosifs, etc.

### 2. Le chef de sécurité

Il peut être important, surtout dans le cas de constructions industrielles, d'avoir une idée de la nature de l'exploitation. Le chef du service de sécurité (chef de service de SHE) dispose de toutes les informations ayant trait aux procédés de fabrication, à la technique de travail, aux matières et produits, à leur traitement, etc.

Dans le cadre de la politique de prévention (art. 54<sup>quater</sup> — RGPT) qui comprend aussi la prévention incendie, le chef de service détecte entre autre les risques possibles.

Le chef de sécurité nous semble donc être l'interlocuteur privilégié pour le service d'incendie.

### 3. Des locaux et espaces spéciaux, et certaines installations techniques

Certains locaux et espaces présentent un risque accru d'incendie, (chaufferies, locaux d'incinération, parkings, cuisines collectives, dépôts de liquides inflammables, etc.). Certaines installations techniques augmentent également le risque d'incendie.

## II. Uitwendige kenmerken

Onder deze rubriek worden de elementen samengevat die van buiten het gebouw merkbaar zijn. In voorkomend geval kunnen deze elementen ook deel uitmaken van het interventieplan (art. 15, al. 2, van het koninklijk besluit van 8 november 1967).

1. Opvatting en konstruktie.
2. Inplanting en toegangswegen.

De brandweervoertuigen moeten het geteisterde gebouw direct kunnen naderen, zowel voor de eventuele evacuatie als voor de brandbestrijding.

Als voorbeeld vermelden we de norm NBN S 21-202 hoge en middelhoge gebouwen, waarin men volgende eisen stelt met betrekking tot de bereikbaarheid.

- Het gebouw moet bereikbaar zijn langs ten minste één van de lange zijden die toegang geeft tot alle verdiepingen.
- De afstand tussen deze gevel en de rand van de weg bedraagt tussen de 4 m en 10 m of m.a.w. men kan ongehinderd het werkdia-gram ( $F_n = 1\ 800\text{ kg}$ ) van een ladder EA1 20,25 of 36 (cfr. NBN S 21-035) benutten.

Verder zijn er uiteraard voorschriften met betrekking tot de draagkracht van het wegdek.

De inplanting van en de toegangswegen tot het object, op A4 formaat voorgesteld, kunnen eveneens behoren tot het interventieplan.

### 3. Waterbevoorrading.

De minimumvoorschriften in verband met de waterbevoorrading voor het blussen van branden vindt men o.a. in de volgende documenten.

- ministerieel rondschrijven van 14 oktober 1975 watervoorraden voor het blussen van branden (*Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1976);
- ministerieel rondschrijven van 6 maart 1978 watervoorraden voor het blussen van branden (*Belgisch Staatsblad* van 28 april 1987) en het ministerieel rondschrijven van 9 maart 1982 over hetzelfde ontwerp;
- koninklijk besluit van 12 maart 1974 — rustoorden voor bejaarden (*Belgisch Staatsblad* van 23 mei 1974);
- hoge en middelhoge gebouwen (NBN S 21-202);
- koninklijk besluit van 6 november 1979 ziekenhuizen (*Belgisch Staatsblad* van 11 januari 1980).
- NBN 548 (1960). Brandbestrijdingsmaterieel — straalpijp met gebonden straal — laat een schatting van de hoeveelheid bluswater toe in functie van het aantal lansen;
- NBN 490 (1957) : Debiet en gelijkwaardigheid van de mondopeningen.

### 4. Hoogte.

#### 5. Grondoppervlak.

Dit kan o.a. belangrijk zijn in verband met de bereikbaarheid van een brandhaard van buitenaf. Het wordt meestal gebruikt als criterium voor de indeling in kompartimenten.

## III. Brandrisico.

### 1. Parameters van het brandrisico.

Het brandrisico wordt bepaald door de waarschijnlijkheid dat brand ontstaat, de brandbelasting (de vernietigingskracht), de mogelijke uitbreidingsnelheid van een brand en de aanwezigheid van bijzondere risico's zoals b.v. de aanwezigheid van toxische producten, radioactieve elementen, explosieven, enz.).

### 2. De dienstchef voor veiligheid

Vooraf bij industriële gebouwen is een inzicht in de exploitatie van het bedrijf belangrijk. De dienstchef voor veiligheid, die het hoofd is van de dienst V.G.V., beschikt over alle informatie in verband met fabricageprocedures, werktechniek, stoffen en producten, de toepassing ervan, enz.

In het kader van het voorkomingsbeleid (art. 54<sup>quater</sup> — ARAB), wat ook brandvoorkoming behelst, spoort hij o.a. de risico's op.

De dienstchef voor veiligheid lijkt ons bijgevolg voor de brandweer de aangewezen contactpersoon.

### 3. Bijzondere lokalen en ruimten, sommige technische installaties

Sommige lokalen en ruimten hebben een verhoogd brandrisico, (stookplaatsen, lokalen voor verbrandingsovens, parkeerruimten, collectieve keukens, opslagplaats voor ontvlambare producten, enz.). Dit geldt eveneens voor sommige technische installaties van het gebouw.

Le risque d'incendie accru nécessite des mesures de protection et d'évacuation adaptées (cfr. sous les rubriques 5 et 6).

Les mesures de prévention pour les installations techniques sont généralement regroupées dans une section spéciale (cfr. rubrique 8).

Le mobilier utilisé dans certains types d'exploitation peut augmenter considérablement le risque d'incendie, p.ex. dans les salles de spectacles, les salles polyvalentes, etc.

#### IV. Détection, annonce, alerte, alarme

Dans la majeure partie des règlements, cette rubrique est reprise sous « les équipements » du bâtiment. La détection, l'annonce, l'alerte et l'alarme sont importantes tant pour l'évacuation que pour la lutte contre l'incendie.

Pour rappel, voici les définitions telles qu'elles sont reprises dans la NBN S 21-201;

— Annonce : information aux services d'incendie de la découverte ou de la détection d'un incendie.

— Alerte : information à des personnes déterminées de la découverte ou de la détection d'un incendie.

— Alarme : information aux occupants d'un ou de plusieurs compartiments qu'ils doivent l'évacuer.

#### V. Protection contre l'incendie

Les propriétés du bâtiment qui contribuent à limiter les conséquences d'un incendie éventuel sont la résistance au feu des éléments structuraux; le compartimentage et l'évacuation des fumées; la réaction au feu des matériaux de finition (NBN S 21-203) et leur contribution à la charge d'incendie. Ces propriétés sont parfois désignées comme des « mesures passives de prévention incendie » en opposition aux « mesures actives » qui se rapportent surtout à l'exploitation, (par ex. la charge d'incendie autorisée), ou qui nécessitent une intervention humaine, (p.ex. les moyens intérieurs d'extinction, l'équipe de première intervention).

1. La résistance au feu des éléments structuraux, le compartimentage et l'évacuation des fumées

Ces mesures protègent temporairement les personnes dans les chemins d'évacuation ou autre compartiment avoisinant au compartiment touché par l'incendie. Il s'agit des prescriptions relatives à la résistance au feu et à l'évacuation des fumées des compartiments, espaces d'évacuation et cages d'escaliers.

L'intégrité structurelle d'un compartiment ou d'une zone d'évacuation est conditionnée par les valeurs  $R_f$  de tous ses composants : les éléments structuraux, les façades, les parois verticales, les portes, les plafonds et faux plafonds, et les toitures.

#### 2. La finition intérieure

Dans la mesure où un incendie se développe plus vite, il constitue un plus grand danger pour les personnes. La réaction au feu des matériaux de revêtement utilisés sur les murs, plafonds et sols conditionne la vitesse de développement de l'incendie. Chaque incendie important dans un bâtiment présente un danger pour les occupants. Une bonne stratégie pour la protection contre l'incendie exige la limitation de l'ampleur de celui-ci. Une finition qui augmente considérablement la charge calorifique ou qui accélère la propagation du feu et le propage à des endroits non encore atteints est à proscrire.

La NBN S 21-203 — réaction au feu, fournit un exemple d'exigences pour les matériaux de finition en fonction de l'occupation des lieux concernés.

#### 3. Risques spéciaux

Les exigences pour les éléments structuraux, le compartimentage l'évacuation des fumées et la finition sont adaptées aux risques lorsque les locaux, présentent un risque accru (cfr. rubrique 3.3 le risque d'incendie).

Citons à titre d'exemple les risques spéciaux suivants repris dans la NBN S 21-202 — bâtiments moyens et élevés : locaux et espaces techniques; parkings; salles de spectacles, -de jeux, -de conférences, d'expositions; restaurants; cafés; débits de boissons; bars; ensemble commercial; cuisines collectives.

#### IV. Evacuation

La première mission d'un service d'incendie dès l'arrivée sur les lieux du sinistre est l'évacuation des personnes.

Dans le cas d'établissements à forte occupation, il est nécessaire d'avoir une idée préalable des possibilités d'évacuation et des difficultés éventuelles en ce domaine.

Les éléments suivants sont importants et dépendant du type d'exploitation traité dans la réglementation :

1. occupation maximale;

Het verhoogd brandrisico geeft meestal aanleiding tot aangepaste maatregelen inzake bescherming tegen brand en evacuatie (cfr. rubrieken 5 en 6).

In vele reglementen en normen worden de technische installaties van het gebouw afzonderlijk behandeld (cfr. rubriek 8).

Voor sommige gebouwen kan ook het meubilair een belangrijke bijdrage leveren tot het brandrisico; b.v. schouwspelzalen, polyvalente zalen, etc.

#### IV. Detectie, melding, waarschuwing, alarm

Veel reglementen vermelden deze rubriek bij « uitrusting » van het gebouw. De detectie, melding, waarschuwing en alarm zijn belangrijk zowel voor de evacuatie, als voor de brandbestrijding.

Ter herinnering de definities zoals ze zijn opgenomen in de NBN S 21-201;

— Melding : de brandweer informeren over de ontdekking of de verklikking van een brand.

— Waarschuwing : het doorgeven van de ontdekking of de verklikking van een brand aan de organisatorisch daarbij betrokken personen.

— Alarm : beveelt de gebruikers hun compartiment te verlaten.

#### V. Bescherming tegen brand

De eigenschappen van het gebouw die bijdragen tot de beheersing van de gevolgen van een eventuele brand zijn : de brandweerstand van de structurele elementen; de compartimentering en de rookventilatie; en de gekozen binnenafwerking met een goede reaktie bij brand (NBN S 21-203) en een geringe bijdrage tot de brandbelasting. Men noemt deze eigenschappen soms « passieve brandpreventie-maatregelen » in tegenstelling tot « actieve brandpreventie-maatregelen » die eerder gericht zijn op de exploitatie, (b.v. de toegelaten brandbelasting), of die een menselijke tussenkomst vereisen, (b.v. de inwendige blusmiddelen, de eerste interventieploeg).

1. De brandweerstand van de structurele elementen, de compartimentering en de rookventilatie

Deze maatregelen bieden de gebruikers van de evacuatiewegen en andere brandveilige plaatsen, gedurende een beperkte tijd, bescherming tegen de gevolgen van een brand in een aangrenzende ruimte. Het zijn voorschriften inzake brandweerstand en rookevacuatie voor compartimenten, evacuatieruimten en trappenhuisen.

De integriteit van het compartiment of veilige zone wordt bepaald door de  $R_f$ -waarden van alle samenstellende delen, nl. : structurele elementen, gevels, verticale wanden en binnendeuren, plafonds en valse plafonds, en daken.

#### 2. Binnenafwerking

Hoe sneller een brand ontwikkelt, hoe groter de bedreiging voor de personen. De reaktie bij brand van de gebruikte bekledingsmaterialen op muren, plafonds en vloeren, heeft een bepalende invloed op de snelheid van de brandontwikkeling. Iedere grote brand in een gebouw betekent een bedreiging voor de bewoners. Een succesvolle strategie inzake bescherming tegen brand vereist dat de omvang van de brand wordt beperkt. Binnenafwerking die een belangrijke bijkomende brandbelasting vormt of als lont werkt door vlamuitbreiding te veroorzaken naar nog niet bedreigde plaatsen, is ongewenst.

De NBN S 21-203 — reaktie bij brand geeft een voorbeeld van voorschriften voor de binnenafwerking, in functie van de bezetting van de beschouwde ruimte.

#### 3. Bijzondere risico's

Voor ruimten met een groter risico zoals technische lokalen en ruimten (cfr. rubriek 3.3. — brandrisico) worden de eisen inzake structurele elementen, compartimentering en rookventilatie, en de binnenafwerking aangepast aan het risico.

Als voorbeeld citeren we de volgende bijzondere risico's, vermeld in NBN S 21-202 — hoge en middelgrote gebouwen : technische lokalen of ruimten; parkeerplaatsen; schouwspel-, conferentie-, tentoonstellings- en speelzalen; restaurants; cafés; drankgelegenheden; bars, winkel- of handelscomplex; collectieve keukens.

#### IV. Evacuatie

De eerste opdracht van de brandweer bij het bereiken van de brandplaats is de evacuatie van personen.

Voor instellingen met grote bezetting is het nodig om voorafgaandelijk een zicht te hebben op de evacuatiemogelijkheden en eventuele moeilijkheden.

De volgende elementen zijn belangrijk en worden afhankelijk van het type instelling in de reglementering behandeld :

1. maximum bezetting;

2. issues et chemins d'évacuation : nombre — largeur — implantation — Rf des cloisons;

3. état des chemins d'évacuation : obstrués, fermés, non éclairés, inaccessibles;

4. organisation de l'évacuation : signalisation, éclairage de sécurité, exercices d'évacuation.

En ce qui concerne la signalisation, nous attirons spécialement l'attention sur l'article 54 *quinquies* du RGPT qui impose depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1981, des panneaux de secours dans les lieux de travail pour indiquer les sorties et les sorties de secours.

5. Cages d'escaliers ouvertes et autres.

## VII. La lutte contre l'incendie

### 1. Moyens intérieurs de lutte contre l'incendie

A titre d'exemple, nous nous référons au tableau 1 qui donne un aperçu des moyens prévus par la réglementation et les normes qui leur sont applicables.

### 2. Equipe privée de lutte contre l'incendie

Le « service privé pour la prévention et la lutte contre l'incendie » est normalement une des parties constituantes du service SHE fixé par l'art. 830 du RGPT.

En application de l'art. 52.10.6, la composition de cette équipe et sa méthode de travail doivent être établies après consultation du service d'incendie compétent.

### 3. Signalisation

Les moyens intérieurs de lutte contre l'incendie doivent être signalés. Cette signalisation ne peut être appliquée sur les armatures d'éclairage, et doit être visible sous l'éclairage normal et sous l'éclairage de sécurité.

### 4. Difficultés potentielles lors de la lutte contre l'incendie

Ici apparaît de nouveau l'utilité tactique du rapport dans le cas d'une éventuelle intervention.

Mentionnons à titre d'exemple :

- façades aveugles;
- portée des échelles et élévateurs;
- risques spéciaux : p.ex. hauteur d'empilement;
- ventilation;
- etc.

## VIII. Equipement des bâtiments

L'équipement des bâtiments doit répondre aux règles courantes de bonne pratique. Celles-ci sont répertoriées dans le catalogue NBN. Certains règlements imposent des prescriptions adaptées pour des installations à risques spécifiques (p.ex. évacuation de déchets ménagers, décharge de linge).

Sont souvent inclus dans l'équipement, l'installation de détection, annonce, alerte et alarme ainsi que les moyens intérieurs d'extinction adéquats. Comme exemple, nous citons les équipements du bâtiment repris dans la norme NBN S 21-202 — bâtiments moyens et élevés : ascenseurs et monte-charge; paternosters, transporteurs à conteneurs et monte-charge à chargement et déchargement automatiques; escaliers mécaniques; ascenseurs hydrauliques; installations électriques pour énergie, motrice, éclairage et signalisation; annonce, alerte, alarme et extinction.

## IX. Entretien, contrôle et occupation

L'installation est tenue en bon état. La direction de l'installation laisse contrôler par des personnes compétentes l'équipement de l'installation et ceci sous sa propre responsabilité et conformément aux réglementations en vigueur. La direction de l'installation doit prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les personnes présentes contre l'incendie et la panique dans l'installation.

Selon le type d'installation, la direction peut élaborer des prescriptions spéciales d'occupation.

Quelles que soient les mesures de précaution qui sont prises, la sécurité de leur évacuation dépendra toujours de la prudence, du sens de la sécurité et du sens de l'organisation de la voie hiérarchique.

## X. Conclusion

1. Avis global relatif à l'installation et/ou son exploitation avec mention des éventuelles échéances.

2. Les avis émis ne sont pas de nature à restreindre les prescriptions existantes et les dispositions qui pourraient être applicables. En outre, ils sont rédigés en tenant compte exclusivement des informations communiquées à propos d'une situation existante.

Pour toute modification ultérieure, quelle qu'en soit la nature, le service d'incendie doit être à nouveau consulté.

L'officier technicien en prévention,

L'officier-chef du service,

2. uitgangen en evacuatiewegen : aantal — breedte — implantation — Rf wanden;

3. toestand van de evacuatiewegen : belemmerd, gesloten, niet verlicht, ontoegankelijk;

4. organisatie van de evacuatie : signalisatie, veiligheidsverlichting, evacuatieoefeningen.

In verband met de signalisatie vestigen wij speciaal de aandacht op het artikel 54 *quinquies* van het ARAB, waar de, vanaf 1 januari 1981, op de arbeidsplaatsen te gebruiken reddingstekens voor uitgang en nooduitgang zijn bepaald.

5. Open trapkasten of andere.

## VII. Brandbestrijding

### 1. Inwendige brandbestrijdingsmiddelen

Als voorbeeld verwijzen we naar tabel 1, die een overzicht geeft van de middelen voorgeschreven door de reglementering, en van de normen met betrekking tot die middelen.

### 2. Private brandbestrijdingsploeg

De « private diensten voor het voorkomen en bestrijden van brand » zijn normaliter één der samenstellende delen van de dienst VGV, bepaald bij art. 830 van het ARAB.

Volgens art. 52.10.6 moet de samenstelling van deze dienst en zijn manier van werken vastgesteld worden bij raadpleging van de bevoegde brandweer.

### 3. Signalisatie

De inwendige blusmiddelen dienen gesignaleerd. Deze signalisatie is zichtbaar met de normale verlichting en de veiligheidsverlichting maar wordt niet op de armaturen ervan gekleefd.

### 4. Te verwachten moeilijkheden bij brandbestrijding

Hier opnieuw staat de tactische bruikbaarheid van het verslag in het kader van een eventuele interventie centraal.

Als voorbeeld vermelden we :

- vensterloze gevels;
- ladder-auto-elevatorbereik;
- speciale risico's, b.v. te hoge stapeling;
- ventilatie;
- etc.

## VIII. Uitrusting van de gebouwen

De uitrusting van de gebouwen moet voldoen aan de gangbare regels van goed vakmanschap. Deze vindt men gerefereerd in de NBN-catalogus. Sommige reglementen geven voor uitrustingen met bijzondere risico (b.v. huisvuilevacuatie, linnenafvoer) aangepaste voorschriften.

Onder de uitrusting worden meestal ook de detectie, melding, waarschuwing en alarminstallatie, alsook de aangepaste inwendige blusmiddelen begrepen. Als voorbeeld vermelden we de volgende uitrustingen van het gebouw, opgenomen in de NBN S 21-202 — hoge en middelhoge gebouwen; liften en goederenliften; paternosterlift; containertransport en goederenlift met laad- en losautomatische; roltrappen; hydraulische liften; elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie; melding, waarschuwing, alarm en blussen.

## IX. Onderhoud en bezetting

De inrichting wordt in goede staat gehouden. De directie van de inrichting laat op haar verantwoordelijkheid en overeenkomstig de geldende reglementering, de uitrusting van de inrichting, door bevoegde personen controleren. De directie van de inrichting neemt alle nodige maatregelen om de personen aanwezig in de inrichting te beschermen tegen brand en paniek.

Afhankelijk van de soort instelling kunnen bijzondere bezettingsvoorschriften, door de directie, worden uitgewerkt.

Ongeacht al de getroffen voorzorgsmaatregelen, zal de veiligheid der bezetters en een vlotte en veilige evacuatie der aanwezigen, steeds afhankelijk zijn van de zorgzaamheid, het veiligheidsbesef en de organisatiezin van de hiërarchische lijn.

## X. Besluit

1. Globaal advies in verband met instelling en/of uitbating ervan met vermelding van eventuele uitvoeringstermijnen.

2. De uitgebrachte adviezen zijn niet van beperkende aard op de bestaande voorschriften en bepalingen die van toepassing kunnen zijn. Tevens zijn zij uitsluitend opgesteld in functie van de meegedeelde inlichtingen met betrekking op de bestaande toestand.

Bij eventuele wijzigingen van welke aard ook, welke achteraf zouden beslist worden, dient de brandweer telkens opnieuw geraadpleegd te worden.

De brandpreventieofficier,

De bevelhebber,

## MINISTERIUM DES INNERN UND DES ÖFFENTLICHEN DIENSTEN

[S — 334]

18. JUNI 1991. — Rundschreiben über das nationale Muster für Brandverhütungsberichte

An die Herren Provinzgouverneure  
 An die Damen und Herren Bürgermeister  
 Zur Kenntnisnahme:  
 An die Herren Dienstleiter der Feuerwehrdienste

Sehr geehrter Herr Gouverneur,

Ich habe beschlossen, auf Landesebene ein Muster für Brandverhütungsberichte aufstellen zu lassen, um den Zusammenhang zwischen Brandverhütung und Einsatz hervorzuheben. Dieser enge Zusammenhang hat eine günstige Auswirkung auf die Brandbekämpfung sowie auf die Arbeitssicherheit der Einsatzmannschaft. Er ergibt sich aus der heutigen Gesetzgebung und ist überdies der Grund, warum der Feuerwehrdienst und nicht ein zugelassenes Organ für die Brandverhütung zuständig ist.

Mit diesem Rundschreiben wird den Feuerwehrdiensten ein ausreichend anpassungsfähiges Modell zur Verfügung gestellt, um den verschiedenen Situationen gerecht werden zu können.

Vor allem für die freiwilligen Feuerwehrdienste wird dieses Muster eine bedeutende Bezugsquelle in vielen Fällen sein, wo die Vorschriften unvollständig oder uneinheitlich sind.

Das Treffen geeigneter Maßnahmen und die erforderliche Hilfeleistung zur Vorbeugung und Bekämpfung von Bränden gehören zu den allgemeinen Befugnissen der Gemeinde (Artikel 135, § 2, Punkt 5 des neuen Gemeindegesetzes).

Dem Bürgermeister obliegt insbesondere die Durchführung von Polizeigesetzen, -dekreten, -verfügungen und -verordnungen (Artikel 133, Absatz 2 des Gemeindegesetzes).

Das Gesetz vom 31.12.1963 über den Zivilschutz sieht in Artikel 9 vor, daß der König die allgemeinen Grundsätze zur Organisation der kommunalen Feuerwehrdienste festlegt.

Artikel 22 des K.E. vom 8. November 1967 über die Organisation der Feuerwehrdienste bestimmt, daß jeglicher Feuerwehrdienst verpflichtet ist, sowohl in seiner eigenen Gemeinde als auch in einer anderen von ihm geschützten Gemeinde der Gruppe die Anwendung der durch die Brandschutzgesetze und -vorschriften auferlegten Maßnahmen zu kontrollieren.

Diese Kontrolle erfolgt in den durch die Gesetze und Vorschriften vorgesehenen Fällen und jedesmal, wenn der Bürgermeister sie beantragt.

In der Praxis werden die Feuerwehrdienste hauptsächlich im Rahmen der Baugenehmigungen, der De-commodo-et-incommodo-Untersuchungen, der Kontrollbesichtigungen hinsichtlich der Erlangung von Bescheinigungen und zur Erteilung von Gutachten für verschiedene Behörden zu Rate gezogen.

Im Jahre 1989 bedeutete dies konkret für die gesamten Feuerwehrdienste des Königreichs :

11 853 Akten bezüglich der Baugenehmigungen

5 202 Akten bezüglich der De-commodo-et-incommodo-Untersuchungen

21 173 Kontrollbesichtigungen

6 012 Gutachten für verschiedene Behörden u.a. bezüglich der Altenheime, Krankenhäuser, Schulen und Hotels.

Aus der Definition der Brandverhütung in den Vorschriften und technischen Normen geht hervor, daß sie die erforderlichen Maßnahmen umfaßt, um die Notdienste zu alarmieren, die Rettung von Personen und den Schutz der Güter bei Brand zu erleichtern.

So bestimmt das Gesetz vom 30. Juli 1979 über die Brand- und Explosionsverhütung, daß die Brandverhütung "die gesamten Sicherheitsmaßnahmen umfaßt, die einerseits die Entstehung eines Brandes verhindern, den Beginn eines Brandes melden und dessen Ausdehnung unterbinden sollen, und andererseits die Notdienste alarmieren und sowohl die Rettung von Personen als auch den Schutz der Güter bei Brand erleichtern sollen".

Die Einhaltung der Brandverhütungsmaßnahmen erleichtert mit anderen Worten den Einsatz der Feuerwehrleute bei einem Schadensfall. Die Aufgabe des Feuerwehrdienstes besteht u.a. in der Rettung der Leute und im Schutz der Güter. Bei der Brandbekämpfung wird der Feuerwehrdienst demnach mit der Einhaltung sowie mit der Richtigkeit der im Gutachten bei der Besichtigung empfohlenen Maßnahmen konfrontiert.

Im Musterbericht wird nicht nur mit Nachdruck auf die relevanten Bestandteile der Brandverhütung, sondern vor allem auf diejenigen hingewiesen, die den Einsatz im Brandfall erleichtern sollen.

Der Brandverhütungsbericht enthält somit die erforderlichen Auskünfte zur Erstellung eines vorausgehenden Einsatzplanes (siehe Artikel 15 des K.E. vom 8. November 1967 über die Organisation der Feuerwehrdienste, sowie mein Rundschreiben vom 11. Juli 1990 über die Noteinsatzpläne 2.3 - B.S. vom 5. September 1990).



Im Bemühen um eine optimale Wirksamkeit bei ihren Einsätzen sowie im Interesse ihrer eigenen Sicherheit sollen die Feuerwehrdienste die in den Brandverhütungsberichten enthaltenen Informationen berücksichtigen.

Die übrigen Anwender des Brandverhütungsberichtes sind naturgemäß die Verwaltungsbehörden und der Eigentümer oder Inhaber. Der Bericht führt deutlich an, welche Punkte verbessert werden müssen. Die Verwaltungsbehörde erhält einen Bescheid mit den erwünschten verwaltungsmäßigen Interventionsarten.

Die in diesem Bericht enthaltene Information muß folgenden einfachen Allgemeinregeln guter Verwaltung genügen :

1. an den Anwender angepaßt sein, mit anderen Worten, zutreffend sein;
2. in der Zeit vergleichbar sein: kohärent sein;
3. einen externen Vergleich zulassen;
4. objektiv sein;
5. dem Vorsichtsprinzip genügen.

Der logische Zusammenhang in der Zeit des Brandverhütungsberichtes muß vor allem bei Gebäuden gewährleistet sein, die in Phasen durchgeführt werden und bei denen mehrere Brandverhütungstechniker eines selben Dienstes betroffen sind.

Die über eine Bauakte, bei der Ausführung, Abnahme und eventuellen späteren Kontrollbesichtigungen abgegebenen Gutachten müssen kohärent sein, auch wenn diese durch verschiedene Fachleute aufgestellt werden.

Hieraus ergibt sich die Notwendigkeit von Koordinierungsversammlungen, in denen einheitliche Auslegungen ausgearbeitet werden, die Notwendigkeit einer Mindestanzahl von Standarddaten sowie die Notwendigkeit einer Kontrolle durch den Korpschef.

Die externe Vergleichbarkeit von Berichten betrifft die Kriterien, die bei der Abgabe eines Gutachtens in Betracht kommen. Um demjenigen, der die vorgeschlagenen Maßnahmen ausführen muß, eine rechtliche Sicherheit zu bieten und im Bemühen um eine gute Verwaltung, müssen die Gutachten sich soweit wie möglich auf die diesbezüglich anerkannten und bekannten Regeln stützen und hierbei die Hierarchie unter diesen Regeln berücksichtigen. Ein solches Vorgehen wird zur Abfassung von kohärenten Berichten beitragen.

Objektivität setzt Richtigkeit und Vollständigkeit voraus. Das bedeutet, daß einerseits allen geltenden Regelungen und andererseits der Umgebung Rechnung getragen werden muß.

Ein Gutachten über einen Betriebsgenehmigungsantrag im Rahmen von Titel I der A.A.S.O. muß z.B. die Umgebung berücksichtigen, in der die Einrichtung sich befindet.

Der Vorsichtsprinzip kann wie folgt zusammengefaßt werden :

"der Bericht muß für einen gutgläubigen Leser unmißverständlich und deutlich sein".

Mit dem nachstehenden Muster eines Brandverhütungsberichtes wird bezweckt, diesen verschiedenen Kriterien gerecht zu werden.

Der Minister des Innern,  
L. Tobback

#### Anlage zum Ministerialrundschreiben

#### Nationales Muster für Brandverhütungsberichte

##### A. Schema

##### 1. Einleitung

- Auftraggeber, Datum, Aktennummer
- Adresse der Anlage
- Art
- Bestimmung
- Auftragsformulierung
- Datum der Besichtigung
- Personalien der Kontaktperson
- geltende Regelung
- Identifizierung der Pläne
- übermittelt an

##### 2. Äußere Merkmale

- Gestaltung und Bauweise des Gebäudes
- Standort und Zugangswege

- Löschwasserversorgung
- Höhe
- Grundfläche
- 3. Brandrisiko
  - Parameter zur Bestimmung des Brandrisikos
  - der Leiter des Sicherheitsdienstes
  - besondere Räume und gewisse technische Anlagen
- 4. Feststellung, Meldung, Warnung, Alarm
- 5. Brandschutz
  - Stabilität
  - Unterteilung und Rauchabzüge
  - Innenverarbeitung
  - besondere Risiken
- 6. Evakuierung
  - höchste Anzahl Benutzer
  - Ausgänge und Fluchtwege : (Anzahl, Abmessungen, Zustand und Lage)
  - Organisation der Evakuierung : Beschilderung, Sicherheitsbeleuchtung, Anweisungen, Evakuierungsübungen
  - besondere Risiken
- 7. Brandbekämpfung
  - Brandbekämpfungsmittel im Innern
  - private Brandbekämpfungsgruppe
  - Beschilderung
  - bei der Brandbekämpfung zu erwartende Schwierigkeiten
- 8. Ausrüstung der Gebäude
  - Personen- und Lastenaufzüge
  - Paternosteraufzüge, Containertransportanlagen und Lastenaufzüge mit automatischer Be- und Entladung
  - Rolltreppen
  - hydraulische Aufzüge
  - Kraftstrom-, Beleuchtungs- und Beschilderungsanlagen
  - Feststellung, Meldung, Warnung, Alarm und Löschen von Bränden
  - usw...
- 9. Unterhalt, Kontrolle und Benutzung
  - Unterhalt und Kontrolle der unter den Rubriken 2, 3, 4, 5, 6, 7 und 8 erwähnten Elemente
  - Benutzungsvorschriften
- 10. Schlußfolgerungen
  - Gesamtgutachten
  - Ausführungsfristen
  - Allgemeines

#### B. Kommentar

Das Schema führt die bei einer Brandverhütungsuntersuchung zu berücksichtigenden Elemente an: Einleitung, äußere Merkmale, Brandrisiko, Brandfeststellung, -meldung, -warnung und -alarm, Brandschutz, Evakuierung, Brandbekämpfung, Ausrüstung der Gebäude, Unterhalt, Kontrolle und Benutzung, Schlußfolgerung.

Wird eine Anlage durch eine vollständige Ordnung oder technische Brandschutznorm geregelt, so kommen diese gleichen Elemente eventuell in einer anderen Reihenfolge darin vor. Die eventuellen besonderen Risiken und die dazugehörigen Maßnahmen bezüglich des Brandschutzes und der Evakuierung werden im Prinzip dann auch in der Ordnung oder der Norm angeführt.

Der Brandverhütungsbericht kann in einem solchen Fall den Wortlaut der Norm oder der Ordnung übernehmen, insofern die Einleitung (Rubrik 1) und die Schlußfolgerungen (Rubrik 10) hinzugefügt werden.

#### I. Inleitung

1. Personalien und Eigenschaft des Auftraggebers, Datum des Auftrags und Aktenzeichen
2. Adresse der Anlage
3. Art des Komplexes, zu dem die Anlage eventuell gehört: z.B. Hotel, Universität, Building
4. Bestimmung der Anlage: z.B. Restaurant, Laboratorium, Appartements
5. Formulierung des Auftrags: z.B. Brandverhütungsuntersuchung im Rahmen einer Gemeindeverordnung, einer Betriebsgenehmigung A.A.S.O. - Titel 1, Städtebau-Baugenehmigung
6. Datum der eventuellen Ortsbesichtigung oder des Gesprächs unter Angabe der anwesenden Personen
7. Personalien der Kontaktperson z.B. Leiter des Sicherheitsdienstes

8. Geltende Regelung: kommunale Polizeiverordnung; A.A.S.O. - Titel 1,11,111; NBN S 21-202-hohe und mittelhohe Gebäude.

Bestehen keine belgischen Vorschriften oder Normen, so kann man dies vermerken und von ausländischen Normen Gebrauch machen.

9. Die Identifizierung der Pläne, die eventuell dem Feuerwehrdienst übergeben worden sind

10. Angabe von allen Instanzen, denen der Bericht zugestellt wird.

## II. Äußere Merkmale

Unter dieser Rubrik werden alle Elemente zusammengefaßt, die von außerhalb des Gebäudes bemerkbar sind. Gegebenenfalls können diese Elemente in den Einsatzplan integriert werden (Artikel 15, Absatz 2 des K.E. vom 8. November 1967).

### 1. Gestaltung und Bauweise der Gebäude

#### 2. Standort und Zufahrtswege

Die Feuerwehrfahrzeuge müssen sich dem Gebäude sofort nähern können, sowohl für die eventuelle Evakuierung als auch für die Brandbekämpfung.

Als Beispiel führen wir die Norm NBN S 21-202 hohe und mittelhohe Gebäude an, in der folgende Anforderungen an die Zugänglichkeit gestellt werden :

— das Gebäude muß mindestens über eine der langen Fassaden, die Zugang zu allen Stockwerken gibt, zu erreichen sein;

— der Abstand zwischen dem Rand des Zufahrtsweges und der Fassadenebene beträgt zwischen 4 m und 10 m oder mit anderen Worten, man muß ungehindert das Arbeitsdiagramm ( $F_n = 1800$  kg) einer Leiter EAL 20,25 oder 36 (siehe NBN S21-035) benutzen können.

Die Vorschriften über die Tragkraft des Straßenbelags sind naturgemäß in Betracht zu ziehen.

Der Standort und die Zufahrtswege des Gebäudes können nach Übertragung in den Einsatzplan integriert werden.

### 3. Wasserversorgung

Die Mindestvorschriften bezüglich der Löschwasserversorgung befinden sich u.a. in folgenden Dokumenten :

— Ministerialrundsreiben vom 14. Oktober 1975 Brandlöschwasserversorgung (B.S. 31. Januar 1976)

— Ministerialrundsreiben vom 6. März 1978 Brandlöschwasserversorgung (B.S. 28. April 1978) und Ministerialrundsreiben vom 9. März 1982 über den gleichen Gegenstand

— K.E. vom 12. März 1974 - Altenheime (B.S. 23. Mai 1974)

— Hohe und mittelhohe Gebäude (NBN S21-202)

— K.E. vom 6. November 1979 über die Krankenhäuser (B.S. 11. Januar 1980)

— NBN 548 (1960) Brandbekämpfungsmaterial - Vollstrahlrohr. Diese Norm läßt eine Schätzung der Wassermenge im Verhältnis zur Anzahl Strahlrohre zu.

— NBN 490 (1957) : Leistung und Gleichwertigkeit der Mundstücke

### 4. Höhe

### 5. Grundfläche

Diese Angabe kann für die äussere Zugänglichkeit des Brandherdes von Bedeutung sein.

Dieser Begriff wird meistens als Kriterium für die Unterteilung benutzt.

## III. Brandrisiko

### 1. Parameter des Brandrisikos

Das Brandrisiko wird durch die Wahrscheinlichkeit, daß Brand entsteht, die Brandbelastung (die Vernichtungskraft), die mögliche Ausbreitungsgeschwindigkeit eines Brandes und das Vorhandensein besonderer Risiken wie z.B. das Vorhandensein von Giftstoffen, radioaktiven Elementen, Sprengstoffen usw. bestimmt.

### 2. Leiter des Sicherheitsdienstes

Vor allem bei Industriegebäuden ist die Kenntnis der Betriebsart von Bedeutung. Der Leiter des Sicherheitsdienstes (Leiter des ABV-Dienstes) verfügt über alle Informationen bezüglich der Fertigungsverfahren, Arbeitstechniken, Stoffe und Produkte, deren Verarbeitung usw.

Im Rahmen der Vorbeugungspolitik (Artikel 54 der A.A.S.O.), in die auch die Brandverhütung fällt, macht er u.a. auch die möglichen Risiken ausfindig.

Der Leiter des Sicherheitsdienstes scheint uns demnach der geeignete Ansprechpartner für den Feuerwehrdienst zu sein.

### 3. Besondere Räume und Flächen und gewisse technische Anlagen

Gewisse Räume und Flächen stellen eine höhere Brandgefahr dar (Heizungsräume, Räume für Verbrennungsöfen, Parkräume, Gemeinschaftskuchen, Lager für brennbare Flüssigkeiten usw.). Gewisse technische Anlagen erhöhen auch das Brandrisiko.

Das erhöhte Brandrisiko erfordert angepaßte Brandschutz- und Räumungsmaßnahmen (siehe unter Rubrik 5 und 6).

Die Brandverhütungsmaßnahmen für technische Anlagen werden im allgemeinen zusammen in einem besonderen Abschnitt behandelt (siehe Rubrik Nr. 8).

Das Mobiliar in gewissen Betrieben kann auch beträchtlich das Brandrisiko erhöhen; z.B. in Schauspielhäusern, Mehrzweckhallen usw.

#### IV. Feststellung, Meldung, Warnung, Alarm

In einem Großteil der Verordnungen wird diese Rubrik unter "Ausrüstung" des Gebäudes behandelt. Die Feststellung, Meldung, Warnung und der Alarm sind sowohl für die Räumung als auch für die Brandbekämpfung von Bedeutung.

Hier zur Erinnerung die Definitionen wie sie in der NBN S 21-201 angegeben werden:

— Meldung: den Feuerwehrdiensten gegebene Information über die Entdeckung oder Aufspürung eines Brandes

— Warnung: gewissen Personen gegebene Information über die Entdeckung oder Aufspürung eines Brandes

— Alarm: Befehl an die Benutzer eines oder mehrerer Unterteilungen, diese zu evakuieren.

#### V. Brandschutz

Zu den Eigenschaften des Gebäudes, die zur Begrenzung der Folgen eines eventuellen Brandes beitragen, gehören die Feuerwiderstandsdauer des Tragwerkes, die Unterteilung und der Rauchabzug, die gute Reaktion der Fertigungstoffe bei Brand (NBN S 21-203) und ihr geringer Beitrag zur Brandbelastung. Diese Eigenschaften werden manchmal "passive Brandverhütungsmaßnahmen" genannt, im Gegensatz zu den "aktiven Brandverhütungsmaßnahmen", die sich vor allem auf den Betrieb beziehen (z.B. die zulässige Brandbelastung) oder menschliches Einschreiten erfordern (z.B. die Löschmittel im Innern, die Ersteinsatzgruppe).

##### 1. Die Feuerwiderstandsdauer des Tragwerkes, die Unterteilung und die Rauchabzüge

Diese Maßnahmen bieten den Benutzern der Fluchtwege oder anderen Unterteilungen während einer bestimmten Zeit Schutz gegen die Auswirkungen eines Brandes in einem angrenzenden Raum. Es handelt sich um Bestimmungen über die Feuerwiderstandsdauer und den Abzug von Rauch aus den Unterteilungen, Fluchtwegen und Treppenhäusern.

Die strukturelle Integrität einer Unterteilung oder eines Fluchtbereichs wird durch den FWD-Wert ihrer gesamten Bestandteile bestimmt:

(das Tragwerk, die Fassaden, die senkrechten Wände, die Türen, die Decken und Zwischendecken und die Dächer.

##### 2. Innenverarbeitung

Je schneller sich ein Brand entwickelt, desto größer ist die Gefahr für die Personen. Die Reaktion bei Brand der Verblendstoffe der Mauern, Decken und Böden beeinflusst die Geschwindigkeit der Brandentwicklung. Jeder Großbrand in einem Gebäude stellt eine Gefahr für die Benutzer dar. Eine zweckmäßige Strategie auf dem Gebiet des Brandschutzes erfordert, daß der Umfang des Brandes in Grenzen gehalten wird. Innenverarbeitungen, die zu einer bedeutenden Vergrößerung der Brandbelastung führen oder die die Verbreitung des Feuers beschleunigen und es auf andere nicht berührte Stellen übertragen, sind zu verbieten.

Die NBN S 21-203-Reaktion bei Brand gibt ein Beispiel von Vorschriften für die Stoffe der Innenverarbeitung im Zusammenhang mit der Benutzung der betreffenden Räume.

##### 3. Besondere Risiken

Bei Räumen mit größerem Risiko (siehe Rubrik 3.3. - Brandrisiko) müssen die Anforderungen an die Strukturelemente, die Unterteilung, den Rauchabzug und die Innenverarbeitung dem Risiko angepaßt werden.

Als Beispiel kann man folgende in der NBN S 21-202-Hohe und mittelhohe Gebäude angeführten Sonderrisiken zitieren: technische Räume und Flächen; Tiefgaragen; Schauspiel-, Spiel-, Konferenz- und Ausstellungssäle; Restaurants, Cafés, Getränkeausschänke, Bars, Einkaufszentren, Gemeinschaftsküchen.

#### VI. Evakuierung

Die erste Aufgabe eines Feuerwehrdienstes bei Ankunft an der Brandstelle ist die Evakuierung der Personen.

Bei Betrieben mit großer Benutzeranzahl ist es erforderlich, sich vorab eine Idee über die Evakuierungsmöglichkeiten und eventuellen Schwierigkeiten zu machen.

Folgende Faktoren sind von Bedeutung und hängen von den in den Vorschriften angeführten Betriebsarten ab:

1. höchste Benutzerzahl

2. Ausgänge und Fluchtwege:

Anzahl - Breite - Lage - FWD der Wände

3. Zustand der Fluchtwege: verstopft, geschlossen, nicht beleuchtet, unzugänglich

4. Organisation der Evakuierung: Beschilderung, Sicherheitsbeleuchtung, Evakuierungsübungen. Was die Beschilderung betrifft, weisen wir speziell auf Artikel 54 *quinquies* der A.A.S.O. hin, der seit dem 1. Januar 1981 eine Notbeschilderung auf den Arbeitsplätzen zur Ausweisung der Ausgänge und Notausgänge vorschreibt.

5. Offene Treppenhäuser und andere.

#### VII. Brandbekämpfung

##### 1. Brandbekämpfungsmittel im Innern

Als Beispiel verweisen wir auf Tabelle 1, die eine Übersicht über die in den hierfür geltenden Regelungen und Normen vorgesehenen Mittel gibt.

##### 2. Private Brandbekämpfungsgruppe

Der "Private Brandverhütungs- und -bekämpfungsdienst" ist normalerweise einer der Bestandteile des ABV-Dienstes, nach Artikel 830 der A.A.S.O.

In Anwendung von Artikel 52 10.6 müssen die Zusammensetzung dieser Gruppe und ihre Arbeitsmethode nach Hinzuziehung des zuständigen Feuerwehrdienstes festgelegt werden.

##### 3. Beschilderung

Die Löschmittel im Innern müssen ausgeschildert sein. Diese Beschilderung muß bei normaler Beleuchtung und bei Sicherheitsbeleuchtung sichtbar sein und darf nicht auf deren Armaturen aufgeklebt werden.

##### 4. Bei der Brandbekämpfung zu erwartende Schwierigkeiten

Hier steht erneut die taktische Verwendbarkeit des Berichtes im Falle eines eventuellen Einsatzes im Mittelpunkt.

Als Beispiel kann man anführen :

- fensterlose Fassaden
- Reichweite der Leitern und Elevatoren
- Sonderrisiken: z.B. zu hohe Stapelung
- Ventilation
- usw.

#### VIII. Ausrüstung der Gebäude

Die Ausrüstung der Gebäude muß den gängigen Vorschriften der Merkblätter entsprechen. Diese sind im NBN-Katalog aufgelistet. Gewisse Ordnungen geben für Anlagen mit besonderem Risiko (z.B. Entsorgung von Hausmüll, Wäscheschlucker) angepaßte Vorschriften an.

Zu der Ausrüstung werden oft auch die automatische Feuermeldeanlage sowie die entsprechenden Löschmittel im Innern gezählt. Als Beispiel zitieren wir die in der Norm S 21-202-hohe und mittelhohe Gebäude angeführten Gebäudeausrüstungen. Personen- und Lastenaufzüge, Paternosteraufzüge, Containertransportanlagen und Lastenaufzüge mit automatischer Be- und Entladung; Rolltreppen; hydraulische Aufzüge; Kraftstrom-, Beleuchtungs- und Beschilderungsanlagen; Feststellung, Meldung, Warnung, Alarm und Löschen.

#### IX. Unterhalt - Kontrolle - Benutzung

Die Anlage muß in gutem Zustand gehalten werden. Die Leitung der Anlage läßt deren Ausrüstung auf ihre Verantwortung und gemäß den geltenden Vorschriften durch befugte Personen kontrollieren. Die Leitung der Anlage muß alle erforderlichen Maßnahmen treffen, um die anwesenden Personen gegen Brand und Panik in der Anlage zu schützen.

Je nach Art der Anlage kann die Leitung spezielle Benutzungsvorschriften ausarbeiten. Ungeachtet der getroffenen Vorsichtsmaßnahmen werden die Sicherheit der Benutzer und ihre sichere Evakuierung immer von der Vorsichtigkeit, dem Sicherheitsbewußtsein und dem Organisationssinn der Vorgesetzten abhängen.

#### X. Schlussfolgerung

1. Gesamtgutachten über die Anlage und/oder ihren Betrieb unter Angabe eventueller Ausführungsfristen

2. Die erteilten Gutachten haben keine einschränkende Wirkung auf die bestehenden Vorschriften und die Bestimmungen, die angewandt werden könnten. Darüberhinaus werden sie ausschließlich aufgrund der über einen bestehenden Zustand mitgeteilten Auskünfte aufgestellt.

Bei späteren Änderungen gleich welcher Art muß der Feuerwehrdienst erneut hinzugezogen werden.

Der Brandverhütungsoffizier

Der dienstleitende Offizier

TABLEAU 1 : MOYENS D'EXTINCTION DANS LES BATIMENTS

REGLEMENT	TYPE DE BATIMENT	DIAMETRE	COLONNE MONTANTE	PRESSION	DEBIT	DEVIDOIRS	HYDRANTS MURAI	EXTINCTEURS
S21.202	BH - type A	à déterminer	à déterminer	à déterminer	Le hydrant le plus défavorisé : Voir S21.023 (2/1 avec 2,5 bar) 3 dévidoirs bureaux pendant 1/2 h	DHII 20/19	/	Cette norme ne parle pas : d'extincteurs car ils ne : constituent pas un élé- : ment constructif. : Il est pourtant souhai- : table d'installer un ex- : tincteur à poudre AB de : 5 kg (BEHOR) auprès des : dévidoirs.
	BH - type AB ou B > 500 m <sup>2</sup>	70 mm	2,5 bar	500 l/min hydrant le plus défavorisé tuyau ou lance. Installation : 30m <sup>2</sup> /h pendant 2 h.		DHII 30/25	NBN 571 > 500 m <sup>2</sup> par étage pour la partie bureaux	Voir aussi risques spéciaux.
	DE type A	idem	idem	idem		DHII 20/19	/	
	DE type AB ou B	idem	idem	idem		DHII 30/25	NBN 571 > 500 m <sup>2</sup> par étage pour la partie bureaux	
AR 74.03.12: Maison de repos	70 mm	2,5 bar	500 l/min lance la plus défavorisée dans les conditions les plus défavorisées. Installation 30 m <sup>2</sup> /h pendant 2 h			à déterminer par le SI, en tenant compte de celui-ci est prévu ; au moins un extincteur par étage (voir risques spéciaux)	à déterminer par le SI, en tenant compte de l'exploitation de l'exploit- ation	extincteur portatif auprès du dévidoir si celui-ci est prévu ; au moins un extincteur par étage (voir risques spéciaux)
AR 79.11.06: hôpital	70 mm	Voir raisons de repos				DHII 20/19 ou DHII 30/25 au moins 1 par compartment	à déterminer par le SI	Extincteur portatif auprès du dévidoir : Voir risques spéciaux.

TABEL 1 : BLUSMIDDELEN IN DE GEBOUWEN

RECHTENOMMER	TYPE GEBOUW	DIAMETER	STIJGLEIDING	DRIUK	DEBIET	MASPELS	MUURHYDRANT	SNEBLUSSERS
521.202	KG - type A	te bepalen	te bepalen	te bepalen	minst bedeelde hydrant :	DWH 20/19	/	:De norma spreekt niet :over snelblussers daar :deze geen constructieve :aangelegenheid zijn. :Het is nochtans wense- :lijk een snelblusser met :6 kg poeder AB (BEMOR) :nabij de haspels te :plaatsen.
	KG - type AB of B	70 mm	2,5 bar	500 l/min	500 l/min zonder slang	DWH 30/25	NDR 571	:zie ook bijzondere ri- :sico's.
			minst bedeelde hydrant zonder slang of straalpijp. Installatie : 30m <sup>3</sup> /u gedurende 2 u.				500 m <sup>3</sup> per verdieping bureaugedeelte	
	KG type A	idem	idem	idem	idem	DWH 20/19	/	
	KG type AB of B	idem	idem	idem	idem	DWH 30/25	NDR 571	
							500 m <sup>3</sup> per verdieping bureaugedeelte	
KB 74.03.12	Rustoord	70 mm	2,5 bar	500 l/min	te bepalen	te bepalen	te bepalen door	draagbare snelblusser nabij haspel indien deze voorzien is; minstens 1 snelblusser per verdie- ping (zie bijzondere risico's)
			minst begunstigde lans in de meest ongunstige voorwaarden. Installatie 30 m <sup>3</sup> /u gedurende 2 uur.		rekening hou- dend met de inrichting	door brandweer; rekening hou- dend met de inrichting	brandweer rekening hou- dend met de inrichting	
KB 79.11.06	Ziekenhuis	70 mm	Zie rustoorden		DWH 20/19	te bepalen door brandweer	Draagbare snelblusser nabij haspel.	
					of DWH 30/25			
					Minstens 1 per timent			:Zie bijzondere risico's.

CT/N/90.344.2

TABELLE 1 : LÖSCHMITTEL IN DEN GEBÄUDEN

VOR-SCHRIFT	GEBÄUDEART	DURCHMESSER	STEIGROHR DRUCK	LEISTUNG	HASPELN	WANDHYDRANTEN	FEUERLÖSCHER
S21.202	MG - Typ A	festzulegen	festzulegen	der benachteiligste Hydrant siehe S21.023 (24 l bei 2,5 bar) 3 Mauerhaspeln während 30'	DMH 20/19	/	Diese Norm spricht nicht von Löschern, denn sie sind kein Paubestandteil. Es ist jedoch wünschenswert, einen AB-Pulverlöscher von 6 kg (BENORI) in der Nähe der Haspeln anzubringen
	MG - Typ AB oder B > 500 m <sup>2</sup>	70 mm	2,5 bar benachteiligster Hydrant, ohne Schlauch oder Strahlrohr. Anlage : 30 m <sup>3</sup> /Stunde während 120'	500 l/Min	DMH 30/25	NBN 571 > 500 m <sup>2</sup> pro Etage für den Büroteil	Siehe auch Sonderrisiken
	HG Typ A	idem	idem	idem	DMH 20/19	/	
	HG Typ AB oder B	idem	idem	idem	DMH 30/25	NBN 571 > 500 m <sup>2</sup> pro Etage für den Büroteil	
AR 74.03.12	Altersheim	70 mm	2,5 bar benachteiligstes Strahlrohr unter den ungünstigsten Bedingungen Anlage 30 m <sup>3</sup> /Stunde während 120'	500 l/Min	durch den FD unter Berücksichtigung des Betriebs festzulegen	durch den FD unter Berücksichtigung des Betriebs festzulegen.	Handfeuerlöscher in der Nähe der Haspel, wenn eine vorge-sehen ist ; mindestens ein Löscher pro Etage (siehe Sonderrisiken)
AR.79.11.06	Krankenhaus	70 mm	Siehe Altersheime		DMH 20/19 oder DMH 30/25 mindestens 1 pro Unterteilung	durch den FD festzulegen	Handfeuerlöscher in der Nähe der Haspel  Siehe Sonderrisiken

CTI/90.346.7